



Nîmes le vendredi 13 mai 2016

Les agents du Gard dans le prolongement du mouvement initié par leurs collègues des Pyrénées Orientales et leurs organisations syndicales ont décidé en assemblée générale de bloquer dans un premier temps le site de Nîmes Saintenac les deux derniers jours de la campagne Impôt sur le Revenu :

le mardi 17 mai et le mercredi 18 mai sur le site de Nîmes Saintenac.

Cette action se prolongera au-delà de ces deux jours si notre direction reste sourde à nos revendications.

Le constat dans le GARD est le même que dans tous les départements:

La surcharge de travail, le stress, entraînent des tensions entre collègues,.. avec en toile de fond nos missions de plus en plus bâclées.

Tout cela conduit à une situation gravissime qui met en péril la santé des agents tout en dégradant la qualité de notre travail.

Aujourd'hui nos services et postes comptables fonctionnent grâce au professionnalisme de tous les agents mais une absence imprévue et c'est tout un service, toute une trésorerie qui est sous pression.

Le dogmatisme politique qui consiste à supprimer des emplois encore plus massivement à la DGFIP qu'ailleurs (6% des effectifs de la fonction publique d'Etat qui supportent 54% des suppressions d'emplois) sans se soucier à aucun moment de la corrélation entre les moyens humains et les besoins pour l'accomplissement de nos missions, n'est pas sérieux tant il est devenu caricatural.

Toutes les catégories de personnel attendent de notre administration et des politiques une réponse aux difficultés rencontrées dans notre quotidien:

- Nous demandons aujourd'hui le gel immédiat des 19 suppressions de poste prévus pour septembre 2016 pour le Gard. Depuis 2009, première année de plein exercice de la DGFIP, 157 emplois ont été supprimés dans le GARD.

- Nous demandons de pourvoir les postes vacants C et B qui font cruellement défaut (plus de 30 emplois de C et B au mouvement de mars 2016).

- Nous demandons l'arrêt des restructurations.

- Nous demandons l'arrêt des suppressions d'emplois pour les années à venir.

La Direction générale des finances publiques ([DGFIP](#)) entend systématiser l'«accueil personnalisé». Cela signifie simplement adapter les structures à la pénurie. Les agents n'ont plus les moyens de répondre correctement à l'ensemble des sollicitations des usagers. L'idée, pour éviter les longues files d'attente au guichet, c'est donc de leur proposer des rendez-vous à des dates ultérieures. Avec l'espoir, entre-temps, d'être en mesure de répondre — par téléphone ou par mail — à leur demande.

Quand quelqu'un se présentera pour récupérer une copie de ses avis d'imposition, l'agent rétorquera : *Non, vous avez le site Internet pour ça, où alors, Revenez tel jour à telle heure.* C'est inacceptable.

C'est un palliatif au manque de moyens. Alors que la vraie solution est simple : mettre davantage de moyens en personnel.

Nous allons laisser un pan de la population en déshérence... Quelle que soit son origine sociale et géographique, un usager doit avoir accès à l'intégralité du service public.

Cette situation ne peut plus perdurer, nous demandons une réelle justice fiscale pour tous les citoyens et des moyens pour exercer nos missions tant fiscales que comptables, car la situation ne va faire qu'empirer avec la mise en place du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu.

Contacts

FO DGFIP:

Florence DIOT 06 67 39 76 08 - Thierry VINCENT 06 81 32 50 47

SOLIDAIRES Finances Publiques:

Loïc VALVERDE 06 0347 93 70 - Jean-Marie TERENDIJ 06 70 07 34 84

CGT Finances Publiques:

Didier VIGNAL 06 20 14 25 81 - Véronique CINQ 06 29 67 10 37